

ponsabilité, responsabilité ou blâme qu'on ne peut rejeter sur le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) seul.

Puis, plus loin, voici ce qu'on relève à la page 849 du même rapport:

Il s'est produit en outre un grave fléchissement dans le domaine de la sécurité. Il existait peu de mesures visant à prévenir ou déceler le pillage organisé et systématique des magasins militaires, bien que, apparemment, ces pratiques n'étaient pas très répandues. Si la comptabilité inefficace est excusable, il n'en va pas de même du manque de sécurité qui revêt dans l'armée une gravité primordiale. Ce fléchissement est, à mes yeux, une chose très grave. S'il est facile d'effectuer de petits vols dans les magasins militaires, il est tout aussi facile de saboter l'équipement de l'Armée.

Puis un peu plus loin:

Comme je l'ai déjà mentionné, j'estime insuffisantes les mesures de sécurité appliquées à Petawawa et ailleurs.

En d'autres termes, la condamnation porte sur l'absence de mesures de sécurité à Petawawa et dans d'autres camps. La responsabilité de cet état de choses retombe sur le Gouvernement, et l'on ne s'acquitte pas de cette responsabilité en établissant un comité afin de s'assurer s'il sera possible ou non d'obtenir un rapport qui fardera ou enjolivera des méfaits au lieu d'exiger, de la part du premier ministre et de son cabinet, que cet état de choses cesse.

Nous nous acheminons vraiment à la destruction par nos dépenses. C'est ce que Lénine a déclaré. Le communisme espère, entre autres choses, qu'en préparant nos moyens de défense matériels, nous en arriverons à affaiblir la défense de notre âme et de notre esprit et que l'entreprise privée disparaîtra. L'examen des dépenses du Canada, ainsi que nous l'indique de nouveau le rapport Currie, révèle, comme nous nous en sommes rendu compte après le début de la guerre de Corée, que nous n'avions guère ou pas de résultats à faire valoir au regard des milliards de dollars dépensés avant cette date.

Voici, à mon sens, un des records que le Gouvernement a établis: jamais auparavant un aussi grand nombre de Canadiens n'ont versé des impôts aussi élevés pour une défense si peu organisée. En effet, voilà à quoi se résume le rapport, monsieur l'Orateur. Le rapport indique qu'il s'est produit du gaspillage et des dépenses exagérées. Il indique aussi qu'on se livre à des dépenses déréglées et que, malgré les avertissements donnés par nos porte-parole de l'opposition en matière de défense, notamment le représentant de Nanaïmo, la situation est encore pire aujourd'hui. Si certains des renseignements qui ont été communiqués aux députés, et que j'ai obtenus, sont exacts, en ce qui a trait à l'établissement d'aéroports dans le pays, le gas-

pillage n'est pas enrayer par une comptabilité soigneuse que tiendrait le Gouvernement. Mais que veut-il faire? Le Gouvernement veut créer un comité. Il examine minutieusement certaines erreurs qui, d'après lui, sont contenues dans le rapport. Il est un fait qu'aucune explication au sujet des chevaux ne peut effacer: c'est la présence de ces animaux, présence qui, en fait, résultait de tactiques frauduleuses. Et le Gouvernement ne peut en aucune façon nier que la situation à Petawawa, pour comique qu'elle fut, a fait comprendre aux Canadiens que puisqu'un tel état de choses pouvait exister, le gaspillage et les dépenses folles pouvaient atteindre des proportions illimitées sans qu'on les découvre.

Nous demandons qu'on prenne des mesures. La population du pays le demande. Elle demande une diminution des impôts. Monsieur l'Orateur, les élections complémentaires qui ont eu lieu durant les deux dernières années indiquent clairement que la population du Canada n'a pas dans le Gouvernement la confiance que le Gouvernement place dans le comité qu'il a l'intention de créer en vue d'étudier le rapport de M. Currie.

Quant aux droits du Parlement, monsieur l'Orateur, personne ne veut de méfaits. Cependant, ce n'est pas par la colère artificielle dont il a fait preuve aujourd'hui que le premier ministre répondra aux questions de la population, à la question de savoir pourquoi le gaspillage et les folles dépenses se produisent. La population commence à comprendre la raison du niveau élevé des impôts. Je suis certain que si cela dure encore longtemps, la population dira au Gouvernement ce qu'a déclaré, un jour, Cromwell, c'est-à-dire: "Vous avez siégé ici trop longtemps pour le bien que vous avez pu faire. Sortez, vous dis-je, et débarrassez-nous de vous."

Oui, monsieur l'Orateur, les élections complémentaires révèlent bien les sentiments du peuple. En 1935 M. King (j'ai devant moi ses discours) s'est entendu donner, par ceux qui siégeaient alors sur les bancs ministériels la même genre de réponse, à savoir: "Nous avons la majorité". Il a répliqué en substance: Ce n'est qu'une majorité illusoire. Elle est peut-être capable de garantir des résultats à l'heure actuelle mais elle ne représente plus la volonté ni les désirs de la population du Canada. A mon avis, les Canadiens ne demandent pas, aujourd'hui, que le premier ministre jette un écran de fumée ni qu'on crée des difficultés à propos de la découverte d'un document qui, d'après le premier ministre, n'aurait jamais dû être déposé au Parlement.

Ce que les gens veulent savoir du Gouvernement,—j'y reviens car le sujet occupe l'esprit et le cœur des Canadiens,—c'est ceci: Le gouvernement n'est-il plus en mesure de